

Zeitschrift: Schweizer Monatshefte : Zeitschrift für Politik, Wirtschaft, Kultur
Herausgeber: Gesellschaft Schweizer Monatshefte
Band: 52 (1972-1973)
Heft: 10

Artikel: Recherches sur la paix et les conflits
Autor: Freymond, Jacques
DOI: <https://doi.org/10.5169/seals-162784>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. [Mehr erfahren](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. [En savoir plus](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. [Find out more](#)

Download PDF: 02.02.2026

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

Industrieunternehmen florieren. Dass sich nicht alle übrigen Bedingungen rascher als in den konkurrierenden Ländern zum Nachteil der mittleren Industrieunternehmen ändern – darauf werden nicht nur die mittleren Industrieunternehmer, sondern alle am wirtschaftlichen Wohlergehen der Schweiz Interessierten künftig vermehrt zu achten haben. Ob hier die Einsicht walten wird – das ist die eigentliche Unsicherheit, unter der die Zukunftsperspektiven für mittlere Industrieunternehmen in der Schweiz stehen.

¹ Auf diese Zusammenhänge bin ich im einzelnen eingegangen in meinem Beitrag «Entwicklungs- und Wachstumsmöglichkeiten der schweizerischen Industrie», in: Dubach/Fritsch, «Zukunft Schweiz», Benziger-Verlag, Zürich 1971.

JACQUES FREYMOND

Recherches sur la paix et les conflits

Objectifs et méthode

Nous nous reposons aujourd’hui, avec une intensité accrue, un très vieux problème: celui de la guerre et de la paix, de leur relation réciproque et, plus encore, de leur nature. Une fois de plus nous nous interrogeons: comment prévenir l’une? Comment préserver l’autre?

Pourquoi cette recrudescence d’intérêt, qui s’est manifestée non pas seulement par la redécouverte de Clausewitz ou à travers une littérature abondante, mais de manière plus symbolique encore par la prolifération dans certaines régions du monde, à l’Occident en particulier, d’instituts et de centres de recherches sur la paix? Sans doute observe-t-on dans ce domaine comme dans tant d’autres les effets du processus de banalisation qui résulte de l’intensification et de l’accélération des moyens de communications.

Mais la mode est consécration – déformée ou non – d’une pensée, d’une œuvre, d’une forme d’expression philosophique, littéraire, musicale ou picturale. Quel que soit le raffinement des techniques de conditionnement des

êtres, certains mouvements collectifs n'en sont pas moins l'expression authentique d'une émotion ressentie par chacun. L'intérêt croissant pour les problèmes de la paix pourrait être le reflet – plus accusé dans certains milieux et certains groupes sociaux pour des raisons diverses – d'une inquiétude générale devant l'instabilité de nos sociétés. Ce n'est pas que le nombre des petites guerres et des conflits se soit accru. Car on sait ce qu'il faut penser de la «paix romaine» et on n'a pas fini de compter les escarmouches seigneuriales et les crises sociales qui ont ponctué l'existence des régimes féodaux. Mais c'est que dans notre monde semi-intégré, les conflits locaux, avant d'entrer dans les statistiques et de devenir des cas cliniques, alimentent la chronique des faits divers.

Nous sommes donc installés dans un climat d'instabilité qui, par-delà l'inquiétude et le doute, suscite l'interrogation et la recherche. Pourquoi cette instabilité chronique? Pourquoi ces conflits endémiques? Pourquoi cette impuissance dans la puissance? Pourquoi ces échecs des systèmes de sécurité collective? Pourquoi cette relative incapacité à contrôler la course aux armements? Ce ne sont pas seulement les gouvernements, les politiques, les états-majors ou les *managers* qui sont mis en question, mais les universités qui auraient failli dans leur mission d'études des vrais problèmes et de formation des esprits. Il faut donc élargir le champ de recherche, sortir des disciplines qui traditionnellement ont été orientées vers les relations internationales, le droit, l'économie et l'histoire, pour se diriger carrément vers la sociologie, la psychologie, la psycho-sociologie. Il faut aussi dépasser le cadre des études stratégiques qu'on soupçonne d'accepter implicitement le monde tel qu'il est pour l'orienter vers une *irénologie* qui gardera présente à l'esprit l'impératif de la paix.

Si générales que soient l'instabilité et l'inquiétude, il n'en faut pas moins constater que l'intérêt pour cette *irénologie* est inégalement réparti. Une géographie des instituts de la paix révélerait des zones de forte concentration – aux Etats-Unis, en Europe occidentale ou tout au moins dans certains pays de l'Occident, Pays-Bas, Scandinavie, République fédérale d'Allemagne – contrastant avec des zones d'«indifférence». Ce qui ne veut pas dire que dans certains pays les problèmes de la guerre et de la paix ne préoccupent pas les esprits, mais simplement qu'on les aborde sous d'autres angles. Il est évident que les populations du Vietnam ou du Moyen-Orient ont une vision différente de celle que peuvent avoir les Norvégiens, les Suédois ou les Suisses; que les Américains ou les Soviétiques ont à prendre en considération leurs responsabilités particulières de grandes puissances nucléaires; que les pays socialistes seront marqués par leur conception de l'histoire.

La reconstitution des circonstances dans lesquelles des instituts ou des

centres de recherches sur la paix se sont créés fournirait également une contribution à l'analyse des motivations: pourquoi cet intérêt dans tel pays, à tel moment? Ce n'est pas seulement la différence des attitudes des deux Allemagnes qui frappe, c'est la soudaineté et l'intensité de l'intérêt, à travers lequel s'exprime un changement d'attitude, un moment historique, celui du dépassement du complexe de culpabilité par l'affirmation d'une volonté d'aller par soi-même et pour soi-même aux origines de la guerre et de la violence. Les Etats-Unis, de même, sont intéressants à observer. L'examen des rapports annuels des grandes fondations qui soutiennent la recherche ou des publications des instituts en relations internationales permet non seulement de suivre le déplacement constant du centre de gravité géographique de la politique étrangère des Etats-Unis, mais de retrouver les étapes de l'élargissement et de l'approfondissement progressif du champ d'investigation, de saisir le processus de la remise en question des objectifs et des méthodes de la politique extérieure, de reconstituer le climat dans lequel il s'opère, d'en découvrir le cheminement.

Le rôle des circonstances est aussi sensible dans les petits pays d'Europe occidentale qui, sous une forme ou une autre, à travers les conférences de La Haye, le rayonnement d'un Dunant ou le nom d'un Alfred Nobel, ont témoigné de leur désir de contribuer à l'établissement de relations pacifiques entre Etats.

Le développement des armes de destruction massive, en accentuant le déséquilibre des forces à leur détriment, les a incités à intensifier les recherches visant non pas seulement à fixer des limites à la puissance et au pouvoir des grands, à freiner la course aux armements ou à dénoncer le recours à la force, mais encore à découvrir les sources de la violence et les origines des conflits. En maintenant les différends sur le terrain de la compétition pacifique, on espère atténuer dans une certaine mesure la différence des forces en présence que la menace du conflit aura au contraire accentuée. Le petit Etat retrouve ainsi la possibilité de fournir une contribution à la communauté internationale et peut-être même d'y jouer un rôle. Rôle très honorable de défenseur du droit, ou parfois – et c'est là une tentation à laquelle certains ont cédé – celui plus facile de maître d'école. C'est dire qu'un institut de recherches sur la paix pourrait être rabaisé, si l'on n'y prend pas garde, au niveau d'un instrument de la politique étrangère du faible ou d'une tribune pour ambitieux, frustrés d'être – du fait de leur origine – trop éloignés du centre du pouvoir.

La Suisse, quant à elle, a pris sur les pays scandinaves un retard que de toute évidence elle cherche à rattraper. Pourquoi ce retard? Et pourquoi ce souci, très récent, de le combler? La neutralité, ou plus exactement une interprétation plus stricte des limites que notre conception de la neu-

tralité impose à notre politique de neutralité, donne une réponse à la première question. Mais on a progressivement saisi que les manifestations de solidarité, que les Suisses prodiguaient d'autant plus généreusement qu'elles pouvaient constituer une réassurance contre les risques de guerre, ne nous mettaient pas à l'abri des mouvements divers de la politique mondiale. D'où la nécessité ressentie d'un réexamen des conditions de notre participation à la solution de certains problèmes de politique internationale. D'où le désir, exprimé sous des formes diverses, d'une politique étrangère plus active, à l'exemple des pays scandinaves et même de l'Autriche.

Rappeler l'influence des circonstances, c'est de même signaler et souligner la variété des motivations et leur fluidité. Les recherches sur la paix ont été stimulées par des considérations d'inégale importance et dont certaines n'ont qu'un caractère épisodique. Il s'agit donc de tenir compte de la diversité des approches à travers lesquelles se manifestent des oppositions idéologiques aussi bien que des formes d'esprit différentes. Il importe également de se souvenir que les modes peuvent changer, l'excès d'enthousiasme des néophytes engendrant naturellement le scepticisme des autres et bientôt une lassitude, sensible déjà dans certains pays voisins.

* * *

L'observation du climat social et politique dans lequel les recherches sur la paix se développent, et l'analyse des conditions particulières à chaque pays sont donc des préalables indispensables à la définition d'un programme de travail. Cependant d'autres facteurs doivent être pris en considération. Le champ d'étude est vaste et d'autant plus difficile à circonscrire que les ambitions sont grandes. Où commencent et où s'arrêtent les recherches sur la paix? Faut-il se limiter aux relations internationales, c'est-à-dire à celles dont les acteurs principaux sont les gouvernements et les organisations intergouvernementales? Mais chacun sait bien que les confrontations majeures tendent à se situer au niveau des relations entre sociétés politiques et à l'intérieur des sociétés. Paix internationale et paix sociale sont de plus en plus dépendantes l'une de l'autre, les déséquilibres internes étant trop souvent à l'origine des tensions entre Etats. On inclinera donc à élargir le champ des recherches sur les conflits internationaux jusqu'à y inclure l'analyse des contradictions qui travaillent toutes les sociétés politiques. On ira — et on est allé — plus loin encore dans l'étude de la psychologie individuelle, des hommes qui occupent des positions de responsabilité, des *decision makers*, mais aussi de l'homme centre

d'un conflit permanent entre passion et raison, et qui vit en permanence dans un état d'équilibre instable. Tout récemment encore, William D. Davidson, président de l'*Institute for Psychiatry and Foreign Affairs*, créé en 1970 à Washington, rappelait l'appel adressé en 1932 par Albert Einstein à Sigmund Freud: «Is there any way of delivering mankind from the menace of war? It is common knowledge that with the advance of modern science, this issue has come to mean a matter of life and death for civilization as we know it; nevertheless for all the zeal displayed, every attempt at its solution has ended in a lamentable breakdown.» Einstein concluait en disant: «it would be of the greatest service to us all were you to present the problem of world peace in the light of your most recent discoveries, for such a presentation well might blaze the trail for new and fruitful mode of action¹.» On connaît la réponse sceptique, pour ne pas dire pessimiste, de Freud. Et on sait l'ampleur de la littérature consacrée depuis lors à ce problème d'importance décisive dans l'étude des relations internationales².

Devant la dimension de la tâche, chacun d'entre nous s'interroge: peut-on faire un choix? Etablir un code d'urgence? Ou faut-il prendre le problème dans son ensemble, insérer dans un programme de recherches sur la paix aussi bien les relations internationales que l'analyse de la psychologie individuelle? L'Institut international de recherches sur la paix d'Oslo a opté pour la seconde solution. D'autres, tel le *SIPRI*, se sont concentrés plutôt sur les questions relatives au contrôle des armements. Un examen rapide des périodiques tels que l'*International Peace Research Newsletter*³, les *DGFX Informationen*⁴, le *Journal of Conflict Resolution*⁵ ou les *Etudes polémologiques*⁶ révèle l'extraordinaire diversité des intérêts et l'extrême dispersion de la recherche. L'exploration du champ de recherches devient plus difficile encore si on tient compte, comme on doit le faire, des études dites stratégiques et qui, elles aussi, à travers le contrôle des armements, à travers l'examen des diverses formes de conflit et des moyens de prévenir l'usage de la violence, débouchent sur l'analyse de ses manifestations et de ses sources.

Les réflexions d'un Thomas Schelling, comme celles d'un Kenneth Boulding, s'inscrivent dans le cadre de recherches sur la paix. Pierre Hassner, dans son excellent article intitulé *On ne badine pas avec la guerre*⁷, exprimait ce qui est peut-être un espoir réalisable: «Comme la conscience chez Hegel, la pensée revient de son voyage au pays de la force en retrouvant les mêmes tensions et les mêmes dilemmes, mais en s'étant chargée d'un contenu historique et réflexif qui pourrait annoncer sinon le dépassement des problèmes, du moins leur déplacement vers un nouveau terrain. Si la violence, active et institutionnelle, extérieure et intérieure, instrumentale et expressive, pragmatique et romantique, se révèle à la fois inévitable et impuissante, peut-être de nouvelles formes de légitimité et de puissance,

d'actions et de relations à l'intérieur des sociétés et entre elles se préparent-elles à germer sur les ruines d'un état de guerre interétatiques et d'un état de paix sociale désormais également improbables sinon impossibles.» Et Pierre Hassner de remarquer très justement dans ce même article que les travaux des spécialistes du *Arms Control* et de la dissuasion ont préparé les accords SALT où se manifestent, temporairement peut-être, la compatibilité entre «l'équilibre nucléaire» et «l'acceptation de la détente et de la coopération».

* * *

Ce grand débat, où s'affrontent les tenants du *Arms Control* et de la *Peace Research* liés les uns aux autres par le souci de prévenir la guerre et de préserver la paix, débat auquel sont mêlés directement ou indirectement, aussi bien ceux pour qui le complexe de relations entre pays sous-développés et pays avancés représente le problème central des relations internationales que les futurologues réunis par l'angoisse commune que suscite le progrès technique galopant, ce grand débat se développe également en Suisse.

Débat difficile dont le mérite essentiel jusqu'ici a été la mise à nu de conceptions divergentes. On a souligné la nécessité d'une étude plus approfondie des problèmes de sécurité et l'urgence d'une réévaluation, dans un monde en transformation, de notre doctrine stratégique. On a signalé l'insuffisance des moyens mis à la disposition de notre diplomatie à qui manquerait ce «policy planning staff» qu'illustre George Kennan et dont, soit dit en passant, l'existence fut singulièrement précaire. On a dénoncé l'abstentionnisme d'une politique étrangère suisse fondée trop exclusivement sur la neutralité et la timidité de nos initiatives sur le plan international. La Suisse, a-t-on dit, devrait élaborer une politique de paix, lancer des propositions «nouvelles» peut-être pour le règlement des différends, participer de manière plus active à l'échange d'idées qui se déroule en Europe et dans le monde autour des grands problèmes de la sécurité collective, de la coopération entre pays à systèmes différents, de l'arbitrage, de la médiation. Les uns ont proposé la création d'un institut d'études stratégiques, où l'accent serait mis sur les problèmes relatifs à la sécurité. D'autres ont envisagé, en première urgence, la création d'un institut suisse de politique étrangère qui pourrait se consacrer à l'information de l'opinion tout en poursuivant certains travaux pour le compte du gouvernement. D'autres enfin ont estimé que la Suisse se devait, conformément à sa vocation, de créer un institut suisse «pour l'étude des conflits, la protection de la paix et la limitation des armements».

Ces propositions appellent quelques observations. Je dirai tout d'abord que certaines des critiques formulées contre la manière dont notre politique étrangère et notre politique militaire ont été conduites sont excessives. La Suisse doit faire face à des problèmes difficiles. Il faut savoir reconnaître – et les gouvernements de pays appartenant à des systèmes sociaux différents le font – que notre gouvernement a d'une manière générale conduit notre politique étrangère avec la fermeté, la souplesse, la prudence et la modestie qui convient à un petit pays; les quelques accidents qui se sont produits ne sont en définitive qu'incidents de parcours. Nous n'avons pas cherché à jouer un rôle disproportionné à nos moyens et nous avons évité de donner des leçons de politique et des conseils de morale aux autres. Nous nous sommes souvenus – ce qui est heureux – que le premier devoir d'un petit pays réside en ce qu'il n'est pas source de trouble pour les autres et que son second devoir consiste à ne pas porter – fût-ce par la prédication d'un message – le trouble chez les autres. Le rayonnement d'un pays sera d'autant plus authentique qu'il se passera de «missionnaires» et il faut se méfier de ceux qui cherchent sur le plan international une audience qui ne leur est pas forcément accordée dans leur pays.

Seconde observation: le gouvernement suisse dispose déjà maintenant dans le pays des ressources en hommes nécessaires à l'étude des problèmes de politique étrangère et de politique militaire aussi bien qu'à l'analyse plus approfondie des questions relatives à la sécurité et à la coopération européenne. De même que pour la conduite de notre politique étrangère économique, il peut s'appuyer sur les organisations syndicales et professionnelles, de même qu'il a pu compter, pour l'élaboration d'une politique scientifique et culturelle, sur l'appui d'hommes de science et de culture, de même dispose-t-il, grâce à une presse où les débats sont largement ouverts, grâce à l'existence de nombreuses associations politiques, civiques, scientifiques, d'un réservoir d'idées et de personnes représentant un éventail d'opinions. Il ne faut pas sous-estimer l'apport à notre politique étrangère de l'Association suisse de droit international, de l'Association suisse de politique étrangère, de l'Association suisse de science politique, de la Nouvelle Société helvétique, de l'Union européenne des fédéralistes, de l'Association suisse pour les Nations Unies, pour n'en mentionner que quelques-unes. L'existence de ces associations qui, toutes, à des titres divers traitent de problèmes relatifs à la politique étrangère, à la guerre et à la paix, à nos relations avec l'Europe et les Nations Unies, stimule les débats, maintient des contrepoids nécessaires, empêche la formation de positions de monopole et préserve par conséquent la liberté d'action du gouvernement et sa position d'arbitre.

Il faut relever, d'autre part, qu'il existe dans les universités et en dehors

d'elles de nombreux centres qui précisément se préoccupent de l'étude des conflits, du problème du contrôle des armements et de recherches sur la paix. Le débat qui s'est ouvert il y a quelques années au sujet de la création d'un institut de recherches sur la paix a suscité de nombreuses initiatives dans des cercles très divers. Ces initiatives, il faut le reconnaître, ne révèlent pas une convergence de vues. Elles sont marquées par la diversité des intérêts, des formes d'esprit, des positions idéologiques. Nous dirions même que le débat sur la création d'un institut de la paix a provoqué des prises de position antagonistes, des polémiques assez vives parfois et qu'il n'a guère contribué à la pacification des esprits en Suisse, ce qui est à la fois paradoxal et regrettable.

Il ne s'agit donc pas de créer un institut suisse d'étude des conflits et de recherches sur la paix pour que la Suisse, à l'instar de la Suède ou de la Norvège, puisse se targuer d'en avoir un, mais bien plutôt de voir si et comment il est possible de coordonner et d'harmoniser les recherches déjà entreprises dans ce domaine en tenant compte des circonstances particulières de la Suisse, de sa structure fédéraliste, de sa tradition pluraliste. Or, cette tradition permet précisément de tenir compte des conceptions différentes que, très normalement, les uns et les autres peuvent avoir de l'urgence des problèmes et de l'angle sous lequel les approcher, et de s'appuyer sur ce qui existe en dépassant les querelles d'écoles.

Le programme devra donner des orientations de recherches plutôt que des sujets précis, laissant aux circonstances, c'est-à-dire à la rencontre des hommes, le soin de définir les thèmes de recherches. Il faudra prendre en considération le fait que jamais un institut ou un centre de recherches n'a pu occuper une position de monopole et que, du fait de l'ouverture des disciplines, de l'interpénétration des champs de recherches, des groupements se constitueront à l'intérieur et à l'extérieur des universités.

Les orientations de recherches peuvent se situer à divers niveaux:

- Etude du *système international* et des sous-systèmes régionaux abordée, dans le cadre d'une sociologie des relations internationales, sous les angles les plus divers, juridique, économique, politique et historique.
- Etude des *crises et des conflits* internationaux, de leur origine, de leur évolution, de leur contrôle.
- Etude des problèmes relatifs au contrôle des armements et à la dissuasion; étude des diverses formes de guerre, du rôle des organisations internationales à vocation universelle et régionale, des mesures relatives à la préservation de la paix ou au contrôle de l'application des accords internationaux.
- Etude de problèmes affectant plus directement les intérêts de *la Suisse*,

la conduite de sa politique étrangère, la définition de sa stratégie, de son rôle de petit Etat dans le maintien de la paix.

- Etude des *tensions internes* d'une société politique et de leur influence sur la formulation et la conduite d'une politique extérieure. Etudes de cas qui peuvent inclure la Suisse, sans forcément être centrées sur elle.
- Etudes appartenant au domaine de la psychologie, de la psychiatrie, de la psychosociologie visant à analyser le comportement individuel, les émotions collectives et leur influence sur les conflits internes et internationaux.

Cette liste, bien entendu, n'est pas exhaustive mais elle est bien plutôt un rappel, à titre indicatif, de quelques thèmes, tous formulés cependant en ayant à l'esprit que ces recherches de caractère scientifique doivent être inspirées par le souci de fournir une contribution aussi concrète que possible à la solution des problèmes auxquels nos sociétés en transformation doivent faire face.

Quant à l'organisation, elle devrait, elle aussi, s'appuyer sur ce qui existe. Une association scientifique pourrait tout naturellement constituer un centre de rencontre et de confrontation entre les chercheurs qui se trouvent à l'extérieur aussi bien qu'à l'intérieur des instituts universitaires. Elle pourrait jouer un rôle très précieux en indiquant certaines directions de recherches, en signalant des thèmes négligés et des chercheurs. *Tout en affirmant très fermement sa vocation scientifique, elle devrait rester ouverte à toutes les tendances et veiller à assurer la communication entre les chercheurs et l'opinion.* L'association ne devrait pas se recruter exclusivement parmi les citoyens de nationalité suisse, mais chercher au contraire à s'associer des personnalités étrangères dont la collaboration limiterait un ethnocentrisme auquel nous ne sommes pas moins portés que d'autres, et contribuerait à son rayonnement.

La recherche proprement dite serait poursuivie dans deux centres principaux. Zurich me paraît constituer un point d'appui tout désigné en Suisse alémanique, avec les divers centres de recherches déjà constitués à l'Ecole polytechnique et à l'Université. Il ne devrait pas leur être difficile de coordonner leurs travaux.

A Genève, d'autre part, l'Institut universitaire de hautes études internationales poursuit depuis de longues années, si ce n'est même dès sa fondation, des études et des recherches sur la paix, sur la guerre, sur le contrôle des armements et les problèmes d'ordre stratégique, sur les conflits. C'est que ces thèmes sont au centre même des préoccupations de toute institution dont la mission est l'étude du système international.

Ainsi la solution la plus rationnelle devrait être cherchée non pas dans la création d'un nouvel institut de recherches sur la paix et les conflits qui

se substituerait aux centres existants, mais dans le renforcement des centres de recherches de Genève et de Zurich dont la collaboration, une collaboration à laquelle je crois pouvoir dire que nous sommes les uns et les autres entièrement acquis, serait assurée sans qu'il soit besoin de mettre sur pied un lourd appareil administratif.

* * *

Un dernier mot, enfin, au sujet des méthodes. Ici encore des opinions divergentes s'affrontent dans un débat stimulant pour les uns et pour les autres à *condition qu'il reste ouvert*.

Il ne s'agit pas tant d'un débat opposant historiens et politologues ou sociologues, car il n'est pas de science politique ou de sociologie sans connaissance de la dimension et de la dynamique historique.

Ce qui est en discussion bien plutôt, c'est la manière d'appréhender les phénomènes dans leur totalité et dans leur interaction, de pondérer les facteurs, de définir les vecteurs, de mesurer la température, de saisir les changements de cadence du mouvement par lequel les hommes et les sociétés sont emportés, l'accélération et le ralentissement d'une dynamique. L'historien qui fait de «l'histoire complète» – je pense ici à Lucien Febvre et à l'école des Annales –, le géographe – et je pense ici à Pierre Gourou dont les travaux ont apporté à la géographie humaine l'équivalent de ce que ceux d'un Levi-Strauss ont donné à l'anthropologie – continue à se servir du langage littéraire. Alors que certains politologues, s'inspirant de Richardson, de Lasswell, de Karl Deutsch, ont adopté d'autres méthodes et mettent l'accent sur le quantifiable, sur le mesurable et recourent parfois au langage mathématique.

En fait ces écoles ne s'excluent pas. Elles se complètent et s'interpénètrent. On aurait donc tort de vouloir imposer un choix et de reconnaître à l'une ou à l'autre une supériorité scientifique, d'autant plus que nous sommes aujourd'hui encore au début d'une période d'expérimentation, que les résultats obtenus par les recherches quantitatives n'ont pas différé sensiblement des conclusions obtenues par des méthodes dites classiques, et surtout que l'une et l'autre méthode ne semblent pas avoir réduit de manière évidente la marge d'incertitude qui pèse sur les options du *decision maker*.

Ce qui importe par conséquent, c'est de laisser la porte ouverte aux expériences. L'interdisciplinarité n'est possible que par la prise en considération de l'apport de chaque discipline et de méthodes qui lui sont propres. Ce qui implique beaucoup de modestie et un respect de l'autre qui est en soi une contribution à la recherche sur la paix.

¹Cf. Sigmund Freud, «Standard Edition of the Complete Psychological Works», Vol. XXII, London 1964, p. 199. Cité ici d'après Davidson, dans une communication intitulée: «Unexamined Psychiatric Aspects of Irrational Technological Developments» et présentée au 13ème Pugwash Symposium, Frascati, avril 1971. – ²Cf. à ce propos le dernier ouvrage de Rollo May, «Power and Innocence – A Search for the Sources of Violence», W. W. Norton & Company, New-York, 1972, dont voici la conclusion: «It is a considerable boon for a person to realize that he has his negative side like everyone else, that the daimonic works in potentiality for both good and evil, and that he can neither disown it nor live without it. It is similarly beneficial when he also comes to see that much of his achievement is bound up with the very conflicts this daimonic impulse engenders. This

is the seat of the experience that life is a mixture of good and evil; that there is no such thing as *pure* good; and that if the evil weren't there as a potentiality, the good would not be either. Life consists of achieving good not apart from evil but *in spite of it.*» Cf. également les textes des «Hearings before the Committee on Foreign Relations United States Senate, Ninety-First Session», June 5, 19 and 20, 1969, sur le thème «Psychological Aspects of Foreign Policy». – ³Publié par le *Polemological Institute*, University of Groningen. – ⁴Publié par la *Deutsche Gesellschaft für Friedens- und Konfliktforschung*, Bonn-Bad Godesberg. – ⁵Ann Arbor, Michigan. – ⁶Publié par l'*Institut français de polémologie*, Paris. – ⁷«Revue française de Science politique», vol. XXI, n° 6, décembre 1971, pp. 1207-1233.

J. R. VON SALIS

Was ist Faschismus und ein Faschist?

Politische Begriffe

Die Bezeichnung von Regierungsformen, Parteien und Ideologien ist so alt wie die politisch organisierte Gesellschaft. Da sich an jeden politischen Begriff ein Werturteil knüpft, werden von politischen Gegnern die Bezeichnungen dieser Begriffe auch kämpferisch oder polemisch gebraucht. Griechischen Ursprungs sind Begriffe wie Monarchie, Aristokratie, Demokratie, Tyrannis. Rom hat die Institution und den Begriff der Diktatur erfunden. Seit der Französischen Revolution sind neue Begriffe geprägt worden. Das Wort Sozialismus und seine frühesten theoretischen Begründungen stammen aus Frankreich, lange vor dem Auftreten von Karl Marx. Desgleichen sind